

Une place pour l'économie au Conseil fédéral

Autor(en): **Linder, Wolf**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1042

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020860>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Une place pour l'économie au Conseil fédéral

Parfois, les effets indirects d'un événement sont plus importants que l'événement lui-même. C'est ainsi que l'absence de neige dans les stations pendant plusieurs hivers a provoqué, à droite, une mise en sourdine provisoire du refrain «moins d'Etat», jusqu'à ce que la Confédération compense le manque à gagner de ces mornes saisons.

Le cas de l'échec du nouveau régime des finances fédérales est similaire. Le «non» du peuple et des cantons pèse certes lourd en conséquences directes, mais les effets indirects du verdict sont à nos yeux encore plus importants.

C'est d'abord l'échec d'un projet commun à tous les partis gouvernementaux. La TVA était, dans notre système de concordance si souvent boiteux et indécis, une des rares ententes unanime et importante de ces dernières années. Cet échec va donc augmenter le poids de ceux qui aimeraient — sans proposer d'alternative — en finir avec la concordance. Car si le gouvernement et les quatre partis gouvernementaux ne suffisent plus à faire passer un projet comme celui de dimanche dernier, comment envisage-t-on de s'attaquer aux décisions encore plus importantes, comme notre future association, sous quelque forme que ce soit, avec l'Europe communautaire ?

Autre conséquence indirecte, il faut s'interroger sur le sens des procédures de consultation organisées par le gouvernement avant toute modification législative ou constitutionnelle. Cette procédure a été développée après la Seconde Guerre mondiale pour intégrer toutes les organisations faïtières au compromis politique. Elle avait aussi pour but d'éviter les nombreux référendums lancés au début de la crise économique mondiale des années trente et qui bloquaient la machine législative. Avec ce système, les organisations économiques influencent considérablement les projets de loi et le gouvernement est en droit d'attendre le soutien, en votation po-

pulaire, de ceux à qui il fait des concessions. Mais les organisations économiques ont de plus en plus de mal à intégrer les différents intérêts qu'elles représentent et aussi bien le Vorort que l'Union suisse des arts et métiers (USAM) ne sont plus capables de regrouper leurs membres sur un compromis, même considéré comme vital pour le pays.

Nous nous approchons donc d'une situation semblable à celle des années trente: vu les blocages dont souffrait le processus législatif et l'impasse à laquelle menait la démocratie directe, le Conseil fédéral s'est fait donner les pleins pouvoirs: plus d'une centaine de décisions importantes, avant la seconde Guerre mondiale, ont été prises par l'exécutif sans que le dernier mot fût laissé au Parlement, au peuple ou aux cantons. Mais pareille solution n'est plus praticable. Restent donc deux possibilités: soit abandonner toute procédure de consultation puisque le gouvernement n'y gagne rien, soit donner aux organisations faïtières de l'économie la place qu'elles méritent: puisque nous acceptons que le Vorort et l'USAM nous gouvernent, il faut en tirer les conséquences et qu'elles soient représentées au Conseil fédéral, ou pourraient siéger MM. Borgeaud et Kündig !

Troisième conséquence indirecte, il faut se poser quelques questions sur la démocratie directe. Le Conseil fédéral et les Chambres ont ficelé un grand paquet qui reflétait la complexité de la matière et qui avait l'avantage d'indiquer à tout le monde où il allait perdre et où il allait gagner. Pour l'élite politique, le paquet était acceptable parce qu'il était en principe équilibré: TVA légère contre soumission des services, suppression de la taxe occulte contre régime durable; suppression du droit de timbre contre compétence du Parlement d'augmenter la TVA pour financer l'AVS. Mais un compromis raisonnable pour ceux qui le négocient est parfois difficile à

WL

(suite à la page 3)

La responsabilité fédérale

(jd) Dans l'utilisation du droit, la part de l'interprétation est grande. Il y a donc matière à discussion. Ainsi à propos de la compétence de la Confédération de mener une activité de police préventive — dite police politique — contre les menées intérieures et extérieures pouvant mettre en péril la sécurité de l'Etat. Pour parler clair et plus concrètement, le droit de toute collectivité de défendre les institutions qu'elle s'est légitimement donnée.

Le Tribunal fédéral a donc tranché sans hésitation. La Confédération est compétente de par la Constitution et la base légale existe, même si cette dernière est bien fragile au vu des critères qui prévalent aujourd'hui. C'est précisément cette fragilité qui a incité le Conseil fédéral à préparer une loi en bonne et due forme sur la protection de l'Etat. Mais les juges de Lausanne ne sont pas allés jusqu'à prononcer l'illégalité de la police politique, ce qui les aurait conduits à abolir rétroactivement l'histoire d'un trait de plume.

A l'origine de cette dispute juridique, il y a le mécontentement justifié de certains cantons et de la ville de Zurich, mais surtout des personnes fichées, face aux

tergiversations et aux résistances de l'administration fédérale dans la communication aux intéressés des informations détenues par la police fédérale. Ces cantons et la métropole zurichoise ont voulu saisir l'occasion de contribuer à l'accélération de la procédure. Mais si la Confédération a manqué là une belle occasion d'agir vite et sans réticences pour restaurer la confiance des citoyennes et des citoyens autrement que par des déclarations d'intention, les cantons, en voulant se substituer à Berne, n'ont-ils pas cherché à se refaire à bon compte une vertu policière ? En effet les polices cantonales et municipales n'ont guère montré moins de zèle que leurs collègues fédéraux dans la surveillance à outrance de la population, et cela plus de leur propre initiative qu'en se conformant à des directives précises de Berne. Les derniers excès de la police municipale zurichoise révélés par la *Tages Anzeiger* — des agents auraient participé à des actions anonymes d'intimidation contre des activistes fichés — illustrent bien le degré incroyable d'autonomie de certains corps de police locaux dans la définition de leur mandat.

Certains commentateurs ont regretté que

le Tribunal fédéral se soit contenté, dans cette affaire, d'examiner la seule question de la répartition des compétences entre l'Etat central et les cantons, négligeant notamment d'évoquer les abus dont s'est rendue coupable la police fédérale dans le cadre de son action préventive et d'évaluer la nécessité même d'une police politique. Ce regret n'est pas justifié. Les questions posées aux juges étaient bien définies et dans une démocratie semi-directe telle que la nôtre, il n'est pas sain que la justice déborde le cadre strict de sa mission. Toute cette affaire relève d'abord d'un traitement politique: une initiative populaire a été lancée, un projet de loi va être incessamment déposé. Le souverain aura donc l'occasion de se prononcer. ■

Une place pour l'économie au Conseil fédéral

(suite de la première page)

défendre devant le peuple; à cause de sa complexité, il est aisé de l'attaquer avec une propagande simpliste, voire malhonnête, qui déficelle les composantes du paquet. Les coalitions négatives se font plus facilement que les majorités positives.

Il est probable que la démocratie directe, telle que pratiquée actuellement, se prête mal aux paquets, quel que soit leur contenu. Peut-être faudrait-il se contenter, dans ces cas, de poser des questions de principe, du genre: «Acceptez-vous la modification de l'article 36 de la Constitution fédérale: L'impôt sur le chiffre d'affaire est remplacé par une taxe à la valeur ajoutée?»

Il serait peut-être ainsi possible d'éviter de donner raison aux pessimistes: ceux qui prétendent que notre système politique n'est pas adapté aux choix importants auxquels nous serons confrontés ces prochaines années et qu'une décision importante ne pourra se prendre que sous une pression extérieure encore plus grande.

WL

SMOG ESTIVAL

Les moyens d'agir pour les cantons

(pi) Le Conseil fédéral a pris une décision habile: la vitesse sera limitée sur les tronçons d'autoroute à l'intérieur des cantons qui souhaitent de cette manière lutter contre les concentrations estivales d'ozone. On sait qu'elles sont à l'origine de nuisances pour les personnes ayant des difficultés respiratoires, celles qui effectuent des travaux pénibles et les sportifs. Les cantons sont responsables de présenter à Berne un plan de mesures pour lutter contre la pollution; si la plupart sont en retard, d'autres avaient fait des propositions qui n'avaient pas été agréées par les autorités fédérales — on se souvient de la ville de Winterthur qui souhaitait diminuer la pollution en réduisant la vitesse sur l'autoroute de con-

tournement à 80 km/h. Cette attitude contradictoire avait contribué à désintéresser plusieurs cantons de la question; ils pensaient ainsi pouvoir se décharger à bon compte sur la Confédération.

Le Conseil fédéral leur donne aujourd'hui les moyens d'agir. Cette seule limitation de vitesse, pour spectaculaire qu'elle soit aux yeux des clubs de défense des automobilistes, ne suffira pourtant pas à supprimer toute concentration d'ozone: les autorités fédérales ne se font aucune illusion à ce sujet. Mais quelques cantons auront ainsi fait un pas dans la bonne direction; on attend maintenant de la part de ceux qui ne souhaitent pas user de cette possibilité qu'ils fassent rapidement d'autres propositions.

Car jusqu'à maintenant, même si peu de gens osent contredire le but à atteindre, nous avons dans ce domaine entendu bien plus de critiques passionnelles que de propositions constructives. ■